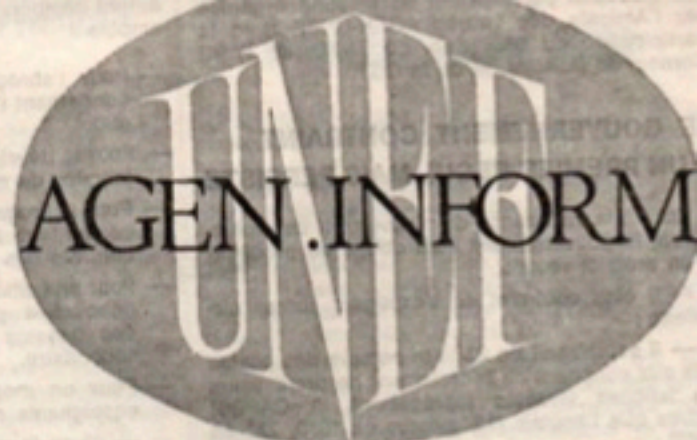


# LES ÉTUDIANTS CONTRE LA POLITIQUE UNIVERSITAIRE DU POUVOIR



Bimensuel N° 7 — Février 1969  
Directeur-Gérant : M. J.-N. GRAMLIN  
A.G.E.N. - 1, rue Gustave Sim

600 étudiants réunis, jeudi 19 février, pour l'abrogation de la circulaire du 17 novembre (Photo Est-Républicain)



Deux ou trois lignes apparemment anodines dans une circulaire comportant 5 ou 6 pages et parue le 17 novembre 1968 : le gouvernement, depuis mai-juin 1968, a peur d'affronter de face le mouvement démocratique dans l'Education Nationale. Il multiplie ce genre de pratiques, superficielles dans la forme, autoritaires et anti-sociales sur le fond (cf. : la circulaire du 2 janvier qui tente de bloquer les réformes positives en matière d'organisation des études, l'arrêté du 26 septembre réglementant le contrôle des connaissances de la première année de médecine).

En rendant optionnel dans les 4<sup>e</sup> de type Lycée l'enseignement d'une seconde langue vivante qui était auparavant obligatoire, en instaurant parmi les options (l'élève devant en choisir au moins une) un enseignement de première langue renforcé, le gouvernement, sous caution de réformes pédagogiques, réalise une mesure d'austérité qui appauvrit l'enseignement secondaire, va à l'encontre de la démocratisation de l'enseignement, risque de supprimer de fait ou d'amoindrir l'enseignement de langues telles que l'italien, l'espagnol, le russe, l'allemand. Ce n'est pas une « option-palliatif ». Langue I renforcée qui remédiera à l'échec relatif de l'enseignement de la première langue, mais bien l'attribution de moyens suffisants à cet enseignement (moyens audio-visuels, enseignants qualifiés et en nombre

suffisant, et si nécessaire enseignements de soutien à ceux qui en ont besoin). Pour qu'un système d'options constitue un progrès, encore faut-il que ces options soient de type « positives », c'est-à-dire l'accès à des disciplines nouvelles par rapport aux enseignements suivis antérieurement. Inutile d'insister sur la nécessité économique et culturelle croissante que représente aujourd'hui le développement d'un enseignement des langues de masse et de qualité.

Tout ceci, les étudiants, les enseignants, les lycéens l'ont bien compris en développant leur action pour l'abrogation de la circulaire comme faisant partie d'un plan d'ensemble du pouvoir de rentabilisation et de privatisation au bénéfice des intérêts égoïstes et à court terme des grands groupes capitalistes. Ainsi en est-il de la politique d'austérité en cours (le VI<sup>e</sup> Plan prévoit une diminution de 25 % de la croissance annuelle du budget de l'Education Nationale), d'aggravation de la sélection sociale par la dégradation des conditions de vie et d'études, de suppression ou d'étouffement présents ou prévisibles d'enseignements jugés peu rentables quelque soit l'importance des besoins sociaux non satisfaits dans ces domaines (médecine, langues étrangères, pédagogiques (ex. circulaire du 2 janvier), de histoire, philosophie...), de blocage des réformes subventionnement privé d'enseignements directement rentables.

## LE MOUVEMENT DE PROTESTATION A GAGNÉ EN AMPLIEUR

Depuis un mois, plus de 30.000 étudiants enseignants, les lycéens avec le soutien de la Fédération des Parents d'Elèves Comec et C.G.T., développent un mouvement d'ampleur nationale pour l'abrogation de la circulaire du 17 novembre, pour l'obtention des moyens nécessaires à l'enseignement des Langues. G. (dans plus de 25 facultés), pétitions, délégations, manifestations (Toulouse, Lille 1.000 personnes, Grenoble 4.000, etc...) meetings se succèdent souvent à l'initiative de ceux qui œuvrent pour le renouveau de l'UNEF en tant que syndicat. La semaine dernière la lutte a pris une ampleur inégalée avec les deux journées de grève SNESup dans les facultés de Lettres, la journée nationale de l'UNEF pour son renouveau, le meeting national à la Sorbonne, délégations de vaince aux groupes parlementaires). A Nanterre, les instituts d'italien, d'espagnol, de russe se sont mis en grève depuis plus de trois semaines, délégations, grèves et meetings à l'initiative de l'Amicale des Lettres ont permis de développer le mouvement sur toute la faculté. Le mercredi 18 et jeudi 19, les trois quarts des amphithéâtres ont décidé collectivement de faire grève. Jeudi 19, à 15 h (suite page)